Martin, Henri
Pologne et Moscovie

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01668193 4

DK
436
.7
M35

POLOGNE

ET

MOSCOVIE

PAR

HENRI MARTIN

PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

15, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 15

1865

POLOGNE

ET

MOSCOVIE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

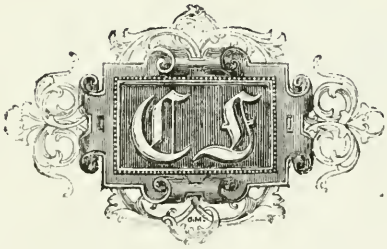
POLOGNE

ET

MOSCOVIE

PAR

HENRI MARTIN



PARIS
FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
45, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

1865

LIBRARY
NOV 26 1970
UNIVERSITY OF TORONTO

DK
436
.7
M35

NOTE PRÉLIMINAIRE

Nous réunissons ici une série d'articles publiés dans *le Siècle*, du 6 février au 24 juin, c'est-à-dire depuis l'explosion de l'insurrection provoquée par le recrutement Wielopolski (*la Branka*) jusqu'aux débuts de la dictature de Mourawiew à Vilna. La valeur que peut avoir cette série est de marquer, de degré en degré, l'horreur

croissante de la tragédie que l'Europe, que la France, hélas! n'ont point prévenue et jusqu'ici n'arrêtent point.

Nous espérons présenter bientôt une seconde série sur les origines, les phases principales et les destinées de la Pologne et de la Moscovie.

Juillet 1863.

POLOGNE

ET

MOSCOVIE

I

LA POLOGNE ET LE MARQUIS WIELOPOLSKI

6 février 1865.

La Pologne, après 1831, semblait finie pour cette fois sans retour. L'armée nationale dissoute, la langue russe en possession exclusive de l'administration et de l'enseignement, les études libérales systématiquement étouffées, le terrorisme en permanence, une conscription écrasante enlevant incessamment de ses foyers une jeunesse qui ne les revoyait jamais[1];

[1] Dans le district de Piotrkow, de 1855 à 1856, sur plus de onze mille jeunes gens enlevés comme recrues, il n'en est pas revenu cinq cents. — Nous empruntons ce fait à un article de la *Revue des Deux Mondes*. Nous engageons ceux de nos lecteurs qui veulent étudier les affaires de Pologne à lire une série d'articles publiés dans ce recueil, *la Poésie polonaise au dix-neuvième siècle*, par M. Klaczko, du 1er janvier 1862, et les trois articles de M. de Mazade, des 1er mai, 1er avril et 15 décembre 1862.

ce n'était point assez : quarante-cinq mille familles sont déportées au Caucase; ce n'était point encore assez : l'enlèvement d'un seul enfant juif a plus fait que cent griefs séculaires pour perdre le gouvernement du pape; le pape-empereur du Nord arrache les enfants par milliers à leurs mères pour les envoyer périr dans les déserts de la Russie.

Le succès paraissait complet. En 1846, Cracovie et la Gallicie; en 1848, Posen et encore Cracovie se soulèvent : la Pologne russe demeure immobile; elle semble morte.

Cette mort, c'était la lente, mais profonde et sûre préparation à une vie nouvelle. La Pologne, démembrée, comme dans la chaudière de la Fable, réunissait, retrempait en silence ses membres déchirés. Tuée par les divisions des sectes et des classes, elle renaissait par l'union de toutes les classes et de toutes les sectes dans le commun martyre. Le fanatisme religieux, infiltré dans les veines de la Pologne par les jésuites, avait autrefois préparé la ruine de cette république par les persécutions qui détachèrent d'elle les cosaques, lui aliénèrent les populations de rite grec, les protestants, les juifs, et tournèrent contre elle ceux qui eussent dû être ses alliés naturels, les philosophes du dix-huitième siècle. Le fanatisme s'est éteint; le véritable esprit religieux s'est relevé, réunissant ce que l'autre dissolvait. Par l'oppression des paysans, l'orgueil et les priviléges des nobles avaient, encore plus que le fanatisme, mutilé la patrie en la concentrant dans une petite nation politique superposée à une grande masse inerte et servile. Le malheur a éclairé les esprits et touché les âmes, et les sentiments de justice et d'égalité préparent l'enfantement d'une nouvelle Pologne, comme ils ont enfanté en 1848 une nouvelle Hongrie[1].

[1] [illegible] de la Hongrie purement magyare; l'œuvre d'union ne s'est [illegible] pas faite en 1848, on le sait trop, entre les Magyars et les [illegible] de la Hongrie.

L'Europe ignore ce travail intérieur et obscur. La guerre de Crimée se termine sans avoir touché aux frontières polonaises; l'Autriche est parvenue à la détourner de cette rive occidentale de la mer Noire, où les peuples de l'Ukraine attendaient le drapeau français comme le signe de leur rédemption. Un nouveau règne qui s'installe à Pétersbourg, les mains pleines de promesses, fait naître des rêves de transaction et de réparation bientôt évanouis sans retour. La guerre d'Italie passe comme un éclair. Les héritiers des trois destructeurs de la Pologne semblent un moment prêts à s'entendre pour mettre obstacle à la constitution de la nationalité italienne, et c'est Varsovie qu'ils choisissent pour théâtre de leur entrevue. Varsovie ressent ce choix comme un outrage; elle croit qu'on vient ourdir dans son sein un pacte de contre-révolution. Empereurs et roi sentent ce sol sacré frémir autour d'eux et sous leurs pas.

Le jour approchait. Bientôt, sans qu'aucune voix du dehors l'appelle, sans provocation des événements ni des hommes, sans autre impulsion que son sentiment propre et sa foi dans sa propre existence, la Pologne lève la tête hors du tombeau, comme le Lazare de l'Écriture, et dit : Je suis.

On sait quelles scènes inouïes saisirent l'Europe d'admiration et de stupeur. On a désarmé ce peuple, il se lève sans armes; il fait une révolution de chants, d'hymnes et de prières, où le prêtre catholique, le ministre protestant et le rabbin juif se donnent la main sur la place publique et invoquent dans les mêmes temples le même Dieu, le Dieu de la justice et de l'humanité.

Ce peuple s'avance en chantant, hommes et femmes, enfants et vieillards, devant les bataillons ennemis; il s'arrête, les bras croisés sur la poitrine, sans résister et sans fuir, sous les sabres levés et la fusillade. Ceux qui ne tombent pas continuent le chant; les autres, apparemment, l'achèvent

dans le ciel. Les armes échappent des mains de la tyrannie stupéfiée; une sorte de terreur étrange subjugue les proconsuls moscovites; les généraux meurent mystérieusement ou perdent la tête, frappés, comme dans la Bible, par l'invisible main. On se rappelle le mot de Gortschakoff au comte Zamoïski : « Mais battons-nous donc! — Nous ne nous battrons pas. — Je vous donnerai des armes! »

Cri d'un soldat, non d'un bourreau! Les Russes étaient arrivés à sentir l'horreur de leur rôle : grand progrès depuis 1831[1]!

Tel que le *Pancrace* du poëte polonais, ce type idéal des dominations matérielles, le despotisme semblait prêt à périr du néant de sa toute-puissance. Il rencontra un homme pour le rappeler à lui-même et lui enseigner des arts nouveaux.

Cet homme n'était pas Russe. Un conquérant étranger n'eût pas trouvé ce qu'un Polonais imagina pour étouffer le cri des Polonais redemandant une patrie. Cet homme voulait, comme Gortschakoff, attirer au combat du fer et du sang ceux qui ne combattaient que par le glaive de l'esprit; il a su, lui, les y contraindre, mais il ne leur a point donné d'armes.

Tout ce qui se passe aujourd'hui en Pologne doit se personnifier dans un seul nom : le marquis Wielopolski.

Le marquis Wielopolski est un des plus terribles exemples de ce que peuvent devenir les plus hautes facultés de l'intelligence, les plus énergiques puissances du caractère, dans une âme où règnent seuls la passion et l'orgueil, et où ne luit pas l'éternel flambeau du droit et du juste.

Nous faisions allusion tout à l'heure au célèbre drame politique du *poëte anonyme* de la Pologne, la *Comédie infernale*. Le marquis Wielopolski réunit en lui les deux personnages tragiques que le poëte a mis aux prises; il a l'orgueil aristo-

[1] Et progrès trop tôt démenti.

cratique et inflexible du *Comte*, sans son idéalité chevaleresque ; il a le génie dominateur et implacablement fataliste du démagogue *Pancrace*, sans ses utopies sociales; c'est Pancrace exerçant la dictature sous le nom d'un despote au lieu de la prendre des mains de la foule.

Il faut résumer son histoire : nous avons intérêt à le connaître.

C'est une nature de tyran, mais non de tyran vulgaire ; il a commencé par être un patriote.

En 1831, envoyé par la révolution polonaise à Londres, il y présenta des mémoires diplomatiques très-remarquables à lord Palmerston. Ses efforts se brisèrent contre l'égoïste parti pris du gouvernement anglais. Il rentra en Pologne, ulcéré de l'abandon où l'Occident laissait sa patrie. Après la chute de la révolution, il n'émigra point, et se tut pendant quinze ans. En 1846 éclatent les massacres de Gallicie. Une pièce d'une sombre éloquence attire l'attention de l'Europe : la *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich*. Elle était son œuvre.

Le début était une explosion d'indignation et de vengeance contre l'Autriche. La conclusion était celle-ci : — La Pologne, abandonnée de l'Occident, ne saurait s'affranchir de ses trois oppresseurs ; qu'elle se donne à un seul, à celui qui est Slave comme elle ; qu'elle abdique dans un suicide vengeur, et qu'elle punisse l'Europe en créant le *panslavisme !*

La vie du marquis a été depuis le développement de cette pensée.

La nationalité polonaise représente parmi les Slaves bien moins une race qu'une idée; la liberté, qu'elle a poussée dans ses mauvais jours jusqu'à l'anarchie, comme la Russie représente l'autorité jusqu'à la tyrannie. La Pologne lie les Slaves à l'Occident, comme la Russie les enchaîne à l'Orient.

C'était là ce qu'on lui proposait d'abjurer pour se fondre dans la monarchie universelle des Slaves.

C'était la tentation du Christ sur la montagne[1].

« Renonce à ta mission, à ton âme, et tu auras, au lieu de la croix et de la couronne d'épines, les couronnes et les trésors de la terre, — et quelque chose de plus que ce qui fut offert au Christ, la vengeance !

La tentation était forte. La Pologne ne devait rien à l'Europe ; rien, hélas ! pas même à la France !

Rien à l'Allemagne ! ce serait trop peu dire : ce qu'elle lui devait, c'est à la conscience de l'Allemagne que nous le demandons !

La Pologne refusa. Cette nation vraiment sainte ne voulut pas descendre de son calvaire.

Le marquis Wielopolski s'enfonça seul dans sa pensée.

Nicolas, bien assis dans son terrorisme, méconnut ou dédaigna le concours qu'offrait à sa force matérielle cet esprit redoutable. Avec Alexandre II, le marquis Wielopolski crut son jour arrivé. Un moment il fut ému, ou du moins étonné, par la grandeur et par les formes inouïes du mouvement populaire de 1861 ; mais il n'avait que dédain pour les pacifiques révolutionnaires qui avaient préparé ce mouvement par trente années d'obscurs et infatigables travaux, et qui résumaient leur sentiment et leur action dans ces deux mots : droit et patience. Zamoïski et Wielopolski se trouvèrent alors en présence comme le bon et le mauvais ange de la Pologne.

Le marquis fut enfin accepté à Saint-Pétersbourg, où avait commencé cette politique d'incohérence et de contradictions énormes qui a remplacé le simple et net despotisme de Nicolas. Entre la nationalité polonaise demandant à renaître,

[1] Le *tentateur* mentait ; l'esprit du mal ment toujours ; le *panslavisme* est une pure chimère, car la Russie, ou plutôt la Moscovie, dans son vrai fonds, N'EST PAS SLAVE.

même comme sœur de la Russie, même comme reconnaissant un empereur-roi des deux peuples, et le panslavisme absorbant tout dans une dévorante unité, le nouveau tzar avait fait son choix, et, tout à la fois, il se lançait dans l'entreprise gigantesque de l'abolition du servage, laissant disloquer la bureaucratie, déstestable, mais à peu près unique ressort de l'empire, sans la remplacer par de sérieuses institutions, et proclamait le maintien de la servitude des Polonais [1], en même temps qu'il promettait la liberté aux serfs russes, mettant l'anarchie à Pétersbourg, la tyrannie à Varsovie, la confusion partout.

Le marquis Wielopolski fut installé à Varsovie chef réel du gouvernement sous le grand-duc Constantin. Il débuta par chercher à faire tomber son rival, l'homme du progrès pacifique, mais de l'inflexible nationalité, le comte André Zamoïski, dans le piége d'un procès de haute trahison; ce furent les Russes qui reculèrent. Il parvint du moins à le faire exiler, sans lui permettre même de revenir dire adieu à sa femme mourante !

Et pourtant un reste de sentiment national se débattait encore dans cette âme étrange ; tout en prétendant faire disparaître la Pologne dans la Russie, il eût voulu gouverner la Pologne avec des Polonais, avec la langue polonaise; il visait, au fond, à faire gouverner la Russie elle-même par l'intelligence et l'activité des Polonais. Une espèce de patriotisme monstrueux se laissait encore entrevoir dans son reniement de la patrie. Mais l'esprit de système ulcéré par la résistance qu'il soulevait, la haine publique déchaînée, les quelques tentatives individuelles de violence désespérée qui succédèrent tout à coup à cette douceur unanime dans le martyre, impossible à soutenir longtemps pour la nature humaine,

[1] « Point de rêves! leur disait-il, ce que mon père a fait est bien fait. »

poussèrent rapidement le lieutenant du tzar à cette fureur froide des tyrans où s'abîme tout ce qui reste en eux d'humain.

Il faut qu'il écrase tout ce qui résiste.

Ce qui résiste, c'est tout ce qui fait groupe et tout ce qui sait lire.

Ce qu'on peut gagner peut-être, c'est la portion la plus ignorante, la plus dispersée, mais la plus nombreuse, des classes agricoles.

Il cherche, il se concentre, il se résume.

L'homme de la *Lettre au prince de Metternich* va demander ses inspirations à la tradition de Metternich ; l'homme qui a jeté l'anathème sur les massacres de Gallicie se fait le disciple de l'Autriche.

Il y a aujourd'hui un coin de l'Europe, — et c'est bien la honte de l'Europe ! — où les destructeurs de peuples peuvent aller prendre à leur aise de savantes leçons. Nous voulons parler des provinces vénitiennes. Le gouvernement autrichien ne se pique pas plus de logique que le russe ; mais, chez lui, le manque de logique n'est pas de l'incohérence, c'est le comble de l'art. Il joue la comédie libérale à grand fracas dans Vienne à l'encontre du roi de Prusse[1] ; il joue la tragédie à petit bruit dans Venise entre les murs épais du quadrilatère. Ainsi, par exemple, en dehors de la conscription ordinaire, beaucoup plus lourde qu'au temps de l'empire français, un rescrit impérial du 3 février 1860, toujours en vigueur, autorise la lieutenance impériale et royale à faire enlever, pour l'incorporer dans les compagnies de discipline, « tout individu qui, par ses sentiments, ses antécédents ou son *attitude*, *paraîtra susceptible* de nourrir des

[1] Qu'il y ait là des acteurs qui prennent leur rôle au sérieux, et que de ces apparences il se dégage des réalités pour les populations auxquelles il convient de garder Vienne comme centre politique, c'est ce qui n'est pas de notre sujet.

intentions hostiles au gouvernement, » sans aucun égard à « la constitution » ni « à la faiblesse physique. »

C'était là sans doute un beau modèle. Mais un homme tel que le marquis Wielopolski ne copie pas servilement. Il perfectionne.

Il supprima la conscription générale, et transforma le rescrit autrichien sur l'enlèvement des suspects en conscription spéciale sur les villes et gros bourgs, exemptant paternellement, *dans l'intérêt du labourage*, les classes purement agricoles. Bien entendu que la conscription spéciale s'exercerait sans tirage et sur désignation facultative de l'autorité.

Nous doutons que Tibère eût trouvé ce trait de génie.

On rasait ainsi les trois classes *révolutionnaires*, petits nobles, bourgeois, ouvriers, toute la séve et toute la vie de la jeunesse polonaise, et l'on désintéressait, on gagnait, on y comptait du moins, la majorité des campagnes ; on séparait des couches supérieures destinées à être fauchées cette couche profonde qui commençait, à son tour, à s'*infecter* de nationalisme. Les paysans de la Pologne russe devenaient ce que sont les paysans patriotes de la Posnanie ; on allait tâcher d'en refaire des paysans de Gallicie.

Quant à la conscription spéciale, ou elle s'opérerait dans la stupeur et la passivité, et l'on avait la victoire sans combat ; ou, comme il était bien plus probable, et comme on le désirait sans doute, on aurait la révolte et on l'écraserait.

La stupeur, on l'eut d'abord à Varsovie ; une nuit, les exécuteurs de l'œuvre de Wielopolski forcèrent, comme des voleurs nocturnes, les portes des familles varsoviennes et en arrachèrent, parmi les pleurs et les cris de toute la cité, les victimes désignées. Le lendemain, le journal officiel rendit hommage aux bons sentiments des conscrits, satisfaits d'aller servir sous le drapeau de leur prince.

C'en était trop ! La Pologne ne put supporter ce dernier

outrage. L'insurrection qu'on voulait, on l'eut. Les conscrits de Varsovie, traînés dans la citadelle, refusèrent le serment. Les recrues des autres villes, où les opérations allaient suivre celles de Varsovie, résolurent de se faire tuer dans leur patrie plutôt que d'aller mourir au Caucase. Dans la nuit du 22 au 23 janvier, on se jeta partout avec des faux, des bâtons, ou les mains désarmées, sur les garnisons russes, leurs baïonnettes et leurs canons.

Voilà ce qu'on a eu l'audace de nommer une tentative de Saint-Barthélemi. Là où les Russes se sont laissé surprendre, on les a désarmés et renvoyés libres. Par compensation, bon nombre d'insurgés faits prisonniers ont déjà été passés par les armes avec plusieurs officiers de l'armée russe qui les avaient rejoints.

Et maintenant les hommes de tout rang, de tout âge, accourent de toutes parts s'unir à cette jeunesse désespérée. Les paysans font mentir les espérances insultantes qu'on avait fondées sur eux. La guerre de partisans s'étend, multiple, insaisissable, immense.

Et maintenant, que les imprécations de ces milliers d'hommes réduits à errer comme des loups dans les forêts, parmi les neiges, pour n'avoir pas voulu liver leur cou au collier comme des chiens serviles ; que les malédictions des mères désolées, que les cris d'angoisses des familles livrées aux fureurs de la soldatesque étrangère déchaînée dans les campagnes, que l'anathème qui monte des poitrines d'une nation entière éclate et tombe sur une seule tête ! — sur la tête de l'homme dont l'insolent orgueil a prétendu disposer seul des destinées de son peuple, malgré son peuple et contre son peuple !

Le marquis Wielopolski a voulu un nom retentissant dans l'histoire.

Il l'aura !

Soit que ce mouvement ne soit encore qu'une de ces aurores

sanglantes qui précèdent le jour si tardif de l'affranchissement de la Pologne, soit que le soleil de la justice, comme nous l'espérons davantage d'heure en heure, ait enfin lui, il y avait déjà dans la légende polonaise le grand patriote; il y aura désormais le grand apostat.

On dit: Kosciusko;

On dira: Wielopolski.

II

LE SECOND ACTE DE LA TRAGÉDIE

24 février.

Nous avons montré dans *le Siècle* l'origine, le développement et la première application du système *panslaviste* de Wielopolski en Pologne. C'était l'exposition de la grande tragédie qui se joue en ce moment devant l'Europe.

Le succès a dépassé évidemment les calculs de l'auteur. Il voulait bien une insurrection : il ne la voulait pas si grande. Il attendait une émeute à massacrer dans Varsovie : il n'avait pas prévu l'immobilité systématique de Varsovie et la guerre de partisans répandue et admirablement dirigée sur tout un vaste territoire par l'inspiration de tout un peuple.

Il ne s'est ni découragé ni arrêté : par lui ou par d'autres, et surtout par la logique inflexible du mal, son plan s'est élargi à mesure que les événements s'élargissaient. Le tzar, qui n'eût point imaginé une si haute conception, n'a pas hésité à la comprendre et à la sanctionner. Les journaux russes nous ont appris qu'il en avait dignement remercié l'auteur.

Le plan continue donc de s'exécuter, mais perfectionné et

agrandi. Il consistait d'abord à recruter, c'est-à-dire à supprimer l'élite de la jeunesse des villes; il va maintenant à supprimer, autant que possible, les villes elles-mêmes.

Beaucoup de personnes se font en Occident une fausse idée de la Pologne, et croient que, Varsovie à part, elle consiste en quelques villes habitées principalement par des Allemands et des Juifs, et en populations purement rurales, parmi lesquelles vit la noblesse avec ses clients. Il n'en est rien. Il existe en Pologne un très-grand nombre de petites villes et de bourgades habitées par une population tout aussi polonaise et tout aussi activement patriote qu'à Varsovie; du reste, les bourgeois juifs ou allemands d'origine ne se montrent pas aujourd'hui moins bons Polonais que les autres, et on les égorge tout aussi bien que les autres; les égorgeurs sont impartiaux! Quant à la population exclusivement agricole, elle est en majorité dispersée dans des fermes et des habitations isolées; et c'est là, indépendamment de toute autre cause, ce qui la rend plus lente et plus difficile à mouvoir que le reste.

Terroriser et décimer, par le recrutement et par les commissions militaires, les villes et bourgades restées au pouvoir des troupes russes, et, quant à celles qu'a occupées ou occupera l'insurrection, à mesure qu'on les reprend, les faire disparaître par le fer et le feu, en un mot, saigner à blanc la Pologne pour cinquante ans, telle paraît être la combinaison logique qui se réalise à l'heure qu'il est sous les yeux du monde civilisé; c'est Gengiz-Khan instruit à l'école de la bureaucratie.

Ce second acte du drame se jouera dans les anciennes provinces (Lithuanie, Volhynie, Podolie), comme dans le *royaume*, à mesure que l'insurrection les gagnera; il a déjà commencé en Lithuanie; en général, quant à présent, c'est le premier acte qu'on y joue. On y transporte, nous dit-on, le recrutement Wielopolski avec l'espoir d'un meilleur succès

que dans le *royaume*, c'est-à-dire avec l'espoir que les paysans exemptés du recrutement seront du côté des massacreurs. Les classes agricoles, dans la région sud-est de ces provinces, sont de religion grecque et de langue russienne ou ruthénienne, dialecte qui n'est ni le polonais ni le moscovite. Les paysans lithuaniens et ruthéniens, nous l'espérons, tromperont cette confiance, ainsi que l'ont fait les paysans du *royaume*, et l'on verra peut-être bientôt des choses fort nouvelles parmi les paysans moscovites eux-mêmes!

Qu'on ne prétende pas rejeter les atrocités de Pologne sur l'emportement du soldat que les officiers ne peuvent plus retenir! Il n'y a point là des *accidents*, mais un système : c'est la cruauté à froid des généraux de cour qui lâche la bride à la brutalité du soldat. Si la discipline est morte dans l'armée russe, c'est le pouvoir qui l'a tuée; si le soldat n'obéit plus à l'officier, c'est que, depuis deux ans, on a excité d'en haut le soldat, instrument aveugle, contre l'officier dont on se défie, et qui participe au mécontentement de la noblesse russe, ou bien, envahi par les idées et les sentiments de l'Europe, a honte et horreur du rôle qu'on lui inflige.

Qu'on n'objecte pas les proclamations et les ordres du jour du grand-duc Constantin pour arrêter les excès de l'armée. Le grand-duc a parlé, et les excès ont continué; son ordre du jour est du 14; Oïchow a été brûlé le 17 et Miechow le 18.

Ceci peut indiquer seulement que le grand-duc a des vues à part; qu'il y a deux directions, et que la tyrannie se complique d'anarchie.

Le rôle du gouvernement russe est monstrueux; mais il y a quelque chose de pire que le gouvernement russe : c'est le gouvernement prussien, n'attendant pas l'appel du tzar, mais courant lui offrir, lui imposer ses honteux services; — de vassal, c'est trop peu dire; — le vassal ne rendait que des services nobles, des services de soldat!

Et dans le gouvernement prussien il y a quelque chose de pire que ses conventions militaires pour aider à poignarder par derrière la Pologne : ce sont ses conventions policières pour l'extradition des réfugiés, vrai pacte de malfaiteurs politiques qui marque le dernier degré d'avilissement où un pouvoir puisse descendre.

Et c'est un avilissement permanent, constitutif en quelque sorte! Qui ne se rappelle les spectacles infâmes de 1831, quand la frontière prussienne rejetait dans les mains des bourreaux de Nicolas les glorieux débris de l'armée polonaise! En 1853, à la veille de la guerre de Crimée, la convention se renouvelle ; la voici qui reparaît en 1863. Nous en avons vu les premiers effets.

Le peuple prussien n'a que trop subi cette honte; il ne semble pas disposé à la supporter davantage. Ce despotisme, si abaissé vis-à-vis de la Russie, a bravé en fanfaron et son peuple et la France ; il semble provoquer à la fois un *Iéna* et un 28 *juillet*. Si l'on est obligé de choisir, mieux vaudrait le second, pour la France comme pour l'Allemagne.

Il faut bien le dire à l'Allemagne, ses écrivains attaquent souvent la moralité de la France ; mais, de ce côté-ci du Rhin, nous ne dirons pas seulement que le pays ne supporterait point, mais que le gouvernement le plus rétrograde, dans les plus mauvais jours, se croirait outragé si on lui prêtait une pensée pareille à la convention d'extradition.

Nous parlions d'un 28 *juillet :* hâtons-nous de faire nos réserves, et n'autorisons pas ceux de nos concitoyens qui gardent un souvenir d'affection pour la vieille dynastie française, à nous reprocher l'injustice de comparer Charles X au roi de Prusse. Du temps de Charles X, un proscrit italien fut enlevé par la police napolitaine dans des circonstances qui lui donnaient le droit de réclamer la protection de la France. Il l'invoqua ou on l'invoqua pour lui. C'était un libéral, un ad-

versaire politique. Le gouvernement de Charles X n'en fit pas moins son devoir; il exigea du gouvernement bourbonnien de Naples la mise en liberté du captif.

Voilà ce que faisait en France un pouvoir contre-révolutionnaire; nous venons de voir ce que fait en Allemagne le gouvernement prussien.

Il est impossible que la France, que l'Europe tolèrent la prolongation de ces ignominies. Le peuple allemand est en demeure de laver son honneur en y mettant spontanément un terme. De nobles paroles ont été prononcées au parlement de Berlin, des résolutions honorables ont été arrêtées; il est impossible de croire qu'elles ne soient pas suivies d'effet.

III

LES MARTYRS RUSSES

27 février.

Tandis qu'une soldatesque aveugle et brutale, conduite par des chefs serviles et dépravés, renouvelle les horreurs des jours de Souwarow;

Tandis que tous les forfaits de la barbarie, déchaînée au nom du tzar, appellent de nouveau sur la Russie des autocrates l'anathème du monde civilisé;

Il est des Russes qui ont emprunté à l'Occident non pas ses frivolités et ses corruptions, mais ses principes de droit et de justice, ses idées de progrès et ses aspirations d'avenir.

Il est de ces Russes aujourd'hui dans l'empire de Russie

comme il était des chrétiens dans l'empire romain : il en est dans les rangs de cette armée qui renferme ce qu'il y a de plus pur auprès de ce qu'il y a de plus immonde et de plus brut.

Il y a trois mois, la fameuse lettre adressée au grand-duc Constantin, au nom des officiers de l'armée russe en Pologne, lettre qui fit changer en toute hâte la garnison de Varsovie, avait protesté contre l'abominable rôle infligé aux officiers russes. Une autre lettre d'officiers russes, dans le *Kolokol* du 10 février, renouvelle ce refus de participer à une œuvre de bourreau. « Nous avons résolu, écrivent-ils, de sceller notre refus par notre mort. Celui qui osera aider notre gouvernement allemand-tartare à nous arracher notre héritage d'honneur, celui-là, que sa mère le maudisse ! »

Ils commencent à tenir parole.

Il est des Russes qui meurent silencieusement sous des balles russes, dans les fossés de quelque citadelle, pour avoir mieux aimé être les victimes que les complices des égorgeurs, pour n'avoir pas voulu mettre le fer dans la gorge de leurs frères polonais.

Un chef russe, un colonel de la garde impériale, M. de Korff (sa mémoire ne périra jamais !), avait reçu l'ordre de détruire une ville polonaise ; plutôt que d'être l'exécuteur du plan d'extermination que nous dénoncions hier dans *le Siècle*, plutôt que de consommer le crime, il s'est réfugié dans la mort ; il s'est brûlé la cervelle en tête de son régiment, désespoir sublime, dérogeant, par le plus chrétien des sentiments, à la juste loi chrétienne qui interdit à l'homme de s'affranchir lui-même de la vie.

De tels hommes rachètent le nom souillé de leur patrie ; ils couvrent ses hontes sanglantes de leur auréole devant le monde ; ils seront les saints d'une nouvelle Russie, les martyrs honorés d'une Europe nouvelle, pour avoir scellé de leur

sang le pacte de la réconciliation des races ennemies et de la sainte alliance des peuples[1]!

IV

LE MOUVEMENT ET LE BUT

7 mars.

Il importe de ne pas se méprendre sur le caractère, l'étendue et le but du mouvement qui remue actuellement la France en faveur de l'insurrection polonaise. Dans certaines régions, on s'efforce d'en contester l'existence ; on dit à demi-voix ce qu'on n'oserait écrire ; les avocats officieux de la Russie insinuent que c'est une agitation factice soulevée par quelques démocrates ; on recommence tout bas le jeu qu'on jouait tout haut en 1859 ; comme on niait le mouvement réel d'alors, qui a fini par éclater dans la rue au premier départ des troupes pour l'Italie, on nie ce mouvement plus vaste et plus rapide d'aujourd'hui, qui dépasse de beaucoup non-seulement l'agitation italienne de 1859, mais, qu'on ne s'y trompe pas! l'agitation polonaise de 1831.

Ce n'est pas au bruit qu'il faut le juger. La libre expansion de 1831 donnait à l'opinion d'alors des échos retentissants qui en multipliaient l'intensité réelle ; le régime actuel, au contraire, assourdit l'atmosphère et éteint dans un bourdonnement sourd des voix innombrables. Pour empêcher la vérité d'arriver là où l'on a le plus d'intérêt de l'entendre,

[1] Ce pacte semble aujourd'hui, il faut l'avouer avec douleur, plus éloigné que jamais!

on se fie sur les conditions politiques négatives qui ne permettent pas en France ces réponses éclatantes qu'improviseraient les masses avec la liberté des institutions anglaises. On se fie sur l'impossibilité de manifester en grand les sentiments du peuple, sur le silence qu'impose la discipline aux sentiments de l'armée, cette portion du peuple sympathique entre toutes à la cause de la Pologne.

La vérité est qu'aucun mouvement d'opinion n'a eu, depuis longues années, pareille surface ni pareille profondeur. Tous les amis du droit et de la liberté demandent qu'on aide la Pologne à *refaire* ce qu'on a aidé l'Italie à *faire* d'une façon malheureusement incomplète encore, l'unité d'un grand peuple. Le parti de la Révolution, de la France nouvelle, sans distinction de nuances, est tout entier dans cette cause, et le parti catholique est bien obligé d'y être, en sorte que les deux seuls partis qui vivent et agissent, quoique dans des conditions et avec des procédés bien différents, et qui sont quelque chose parce qu'ils veulent quelque chose, ces deux partis, opposés partout ailleurs, se trouvent ici, par une impulsion irrésistible, réunis sur le même terrain[1].

Entre les deux il peut y avoir des coteries; il n'y a pas un troisième parti; et ce qui n'est d'aucun parti, la portion flottante dont il faut encore tenir compte, autant qu'elle peut être pour quelque chose, par instinct et humanité, est aussi pour la Pologne.

Il ne nous suffit pas de protester contre les adversaires, il nous faut encore poser des réserves vis-à-vis des amis, nous ne dirons pas tièdes, ce serait injuste, mais timides, qui tendraient à atténuer et à dévoyer le mouvement, si le grand courant des sympathies polonaises les suivait dans la voie où ils s'engagent. Ils entendent servir la cause à leur manière;

[1] On en avait hier un curieux indice dans *le Siècle*, à voir sur la même liste de souscription les séminaristes de Saint-Sulpice et le faubourg Saint-Antoine.

qu'on les laisse faire, mais qu'il soit bien établi qu'ils sont en deçà du but et que le vrai mouvement porte plus loin.

Quelques-uns, parmi eux, en appellent à la générosité du tzar! — C'est s'attarder de deux années. — L'appel a été fait, en 1861, par tout un peuple, opposant ses chants religieux et ses poitrines désarmées à la fusillade et aux charges de cavalerie. — L'appel n'a point été entendu. — Pas d'illusions! le tzarisme est le tzarisme. Le despote, l'impitoyable Nicolas voulait, comme son fils, l'émancipation matérielle des serfs pour accroître la richesse de la Russie, et opposer entre eux nobles et paysans; le *réformateur*, le *doux* Alexandre veut, comme son père, l'écrasement de la Pologne pour empêcher la vraie liberté, la liberté morale et politique de renaître chez les Slaves et d'agiter même ce qui n'est pas slave. Nous avons Nicolas affaibli, avec une armée diminuée des deux tiers et démoralisée, et une administration disloquée; mais nous avons toujours Nicolas.

D'autres en appellent aux traités de 1815, à ces conventions qui n'ont cessé d'être violées par ceux-là même qui les avaient écrites à leur profit, par les trois co-partageants de la Pologne, et spécialement par la Prusse aussi bien que par la Russie, comme nous le montrerons un autre jour, contrairement aux récentes assertions de lord Palmerston.

Que les gouvernements aient leurs procédés diplomatiques, leur marche progressive dans le développement des questions de fait, c'est leur affaire et non la nôtre; l'opinion n'est pas dans le secret des cabinets, bien qu'elle ne doive pas leur laisser oublier que chaque jour de retard s'écrit dans l'histoire avec du sang et des flammes! — L'opinion a, elle doit avoir sa marche à part; elle doit être auprès de la diplomatie non pas un simple point d'appui, mais une force d'impulsion. Pour elle il n'y a pas de droit contre le droit, point de traités de 1815. Le mouvement actuel, dans sa force et sa

netteté, ne s'arrête pas, en réagissant contre le mal, à telle ou telle phase du mal; il remonte à la source même; il est la négation de tout ce qui s'est fait contre la Pologne depuis 1772.

Son but, c'est le rétablissement de la Pologne et non du petit royaume de Varsovie.

L'opinion se trompe-t-elle de route? Est-elle l'exagération d'un bon sentiment et d'une idée juste?

Non!

Des deux solutions, la grande et la petite, la Pologne de 1772 et la Pologne de 1815, l'opinion a-t-elle tort de préférer la grande?

Non!

Il y a deux solutions, disons-nous; il est clair qu'on ne peut en prendre au sérieux une troisième, qui consisterait dans le généreux octroi d'une amnistie à ceux dont on a brûlé les maisons et massacré les parents, en les faisant gouverner par quelques Wielopolskis en sous-ordre, qu'on aurait la bonté d'appeler une administration polonaise, le tout après l'insurrection anéantie; quelques-uns, sur ce dernier point, prenaient déjà leurs désirs pour une réalité!

Examinons les deux autres solutions.

La petite, — le rétablissement du régime de 1815.

Le tzarisme ne peut l'accorder sincèrement. Une administration, un enseignement public, une armée et une constitution polonaises; avec la vitalité d'aujourd'hui, avec l'esprit national d'aujourd'hui, dix fois plus fort, plus actif, plus exigeant, plus confiant dans l'avenir qu'en 1815! Laisser se rallumer à Varsovie ce foyer d'attraction pour les provinces détachées du royaume, plus polonaises aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, ce fanal qui éclairerait, qui exciterait tout au moins la Russie elle-même! Que le tzar consente à pareille chose, cela est parfaitement invraisemblable; s'il promet, ce

que nous ne croyons point, il ne tiendra pas sa promesse.

La Prusse sera plus opposée, s'il est possible, que la Russie elle-même à la solution par les traités de 1815; elle aurait à la fois l'obligation de les observer elle-même dans ses provinces polonaises et l'impossibilité de soustraire ces provinces à l'attraction de Varsovie.

L'Angleterre fera-t-elle quelque chose de sérieux pour imposer le retour aux traités de 1815, et surtout pour en garantir l'observation? — Nous en doutons très-fort.

L'Autriche! C'est ici le jeu le plus compliqué de tous. Elle serait hostile au rétablissement des traités si elle croyait que le succès de l'entreprise fût possible. Convaincue du contraire, elle la favorisera peut-être pour embarrasser les voisins, mais avec réserve et sans rien hasarder.

Enfin, les États scandinaves, qui ne sont point à dédaigner ici, ne bougeront pas tant qu'il ne s'agira que de la petite solution.

En résumé, si la Russie, ployant sous la pression des circonstances, subissait le principe, sauf à chicaner l'exécution, on n'aurait qu'embarras, équivoques, situation fausse, trouble dans les intérêts et dans les esprits, trêve agitée et la guerre au bout.

Et encore, en supposant que la Pologne ne refuse pas purement et simplement dès le premier jour; car, si le tzar ne peut accorder sincèrement, la Pologne, elle, ne peut accepter sincèrement; elle ne renoncera jamais à ses anciennes provinces, qui se soulèvent en ce moment pour sa cause; et la Pologne n'est pas byzantine; elle ne s'entend point aux équivoques!

La petite solution ne résout rien. Voyons la grande.

Quoi! dira-t-on, la guerre universelle? — affronter l'Europe, les *trois puissances*, et qui sait? derrière elles, l'Angleterre peut-être?

C'est là de la politique de souvenir; laissons le passé et regardons de près le présent. On raisonne toujours comme s'il y avait une *Europe*. Celle d'hier, celle dont on parle toujours, n'est plus; celle de demain n'est pas encore.

Voyons donc les *puissances?* — la Prusse, — mettons les choses au pire : le roi est notre ennemi; supposons que le peuple, par un orgueil national mal entendu, malgré tous ses griefs et tous ses vrais intérêts, soutienne le roi ou le laisse faire. Nous arrivons à la guerre contre la Prusse et la Russie.

Que fera l'Angleterre, — nous voulons dire la diplomatie anglaise?

Elle est combattue entre la satisfaction profonde de voir ce fleuve de sang polonais creuser un gouffre entre la Russie et la France, et la crainte que la France n'acquière trop de force par la résurrection de la Pologne et la défaite de la Prusse. Elle désire donc grandement prévenir le choc entre la France et la Prusse. On verrait assez volontiers que nous perdissions la force de l'alliance franco-russe en Orient sans gagner en échange la force de l'alliance polonaise; quelques-uns — faut-il tout dire? — ne seraient pas fâchés peut-être que la France retombât dans une situation morale de beaucoup pire que celle de 1831, en parlant sans agir pour la Pologne; et, dans ce but, on pourra bien faire entendre que l'Angleterre, tout en sympathisant fort avec les victimes de la Russie, ne saurait encourager une attaque contre la Prusse; qu'elle pourrait même être obligée de s'y opposer, c'est-à-dire que la coalition est possible.

Vains fantômes! Qu'on marche résolûment devant soi, ils s'évanouiront sans barrer le passage. Il y a maintenant ce qu'il n'y avait pas autrefois en Angleterre : il y a ce peuple qui s'est éclairé et moralisé depuis trente ans avec une rapidité inouïe, ce peuple qui, mourant de faim par la crise

du coton, s'est assemblé dans tant de cités pour soutenir contre son propre gouvernement la nation même qu'on lui montrait comme l'auteur de sa misère; pour la soutenir, parce que cette nation représentait à ses yeux la justice et l'humanité et combattait afin d'abolir l'esclavage. Le peuple anglais autrefois permettait tout au dehors à son gouvernement et ne se souciait que de lui-même; les temps sont bien changés! Si la vieille politique païenne d'égoïsme et d'indifférence pour les droits d'autrui a laissé encore trop de traces en haut, la politique chrétienne, la politique de justice et de fraternité, est en bas dans les masses. Faire la guerre à la France pour l'empêcher de délivrer la Pologne, on le voudrait qu'on ne le pourrait pas, et l'on sait très-bien qu'on ne le peut pas. Le peuple anglais ferait demain pour la Pologne ce qu'il a fait hier pour l'Amérique.

Si la France, obligée d'entrer en guerre contre la Prusse, déclare nettement qu'elle ne veut point de conquêtes, qu'elle se contentera d'ôter à un voisin haineux et déloyal les moyens de lui nuire, et qu'elle laissera se former sur la gauche du Rhin une seconde Belgique, tous les cœurs en Europe, et en Angleterre plus qu'ailleurs, seront avec ses armes libératrices.

Ne pouvant être contre, il y a toute apparence que le gouvernement anglais sera pour nous, afin de terminer promptement la crise et d'étouffer la guerre par la réunion de forces irrésistibles sur des points décisifs.

Nous n'avons parlé que de la guerre contre la Russie et la Prusse. Les trois *co-partageants* ne seraient-ils donc pas unis contre nous?

On n'est pas, ici où nous écrivons, fort suspect de tendresse pour l'Autriche ni d'illusion sur son libéralisme; toutefois, l'antipathie contre les tyrans de Venise et de la Hongrie ne doit pas nous fermer les yeux sur la réalité. Qu'on

regarde l'attitude de l'Autriche. — Elle ne veut, dira-t-on, que se faire acheter par ses anciens complices. — C'est possible, si elle ne trouve pas mieux ailleurs; — et la France peut faire plus pour elle et surtout incomparablement plus contre elle que la Russie et la Prusse. L'Autriche n'a pas plus de préjugés que de scrupules; elle n'en veut même pas trop à ses victimes, et elle est capable de pardonner à la Pologne le partage de 1772 et les massacres de Gallicie. — Elle, qui ne s'arrange pas de la Pologne de 1815, pourrait s'accommoder de l'*autre*, de la grande, et tel archiduc que l'on voulait établir un peu trop loin lui paraîtrait beaucoup mieux placé sur la Vistule. L'abaissement de la Prusse en Allemagne lui semblerait probablement la compensation de grands sacrifices ailleurs, et la question de Venise pourrait bien se résoudre en Pologne et en Prusse.

Ce ne sont point là des fantaisies d'imagination : il y a des mystères diplomatiques qui n'en sont plus pour personne. Dans la question de Pologne, la pensée de s'ôter un peu pour ôter beaucoup à d'autres a souvent passé par l'esprit de l'Autriche. En 1831, si Louis-Philippe eût été moins déplorablement timide, et lord Palmerston moins jaloux de la France, M. de Metternich lui-même fût entré dans une combinaison pour le rétablissement de la Pologne. — En 1854, à l'ouverture de la guerre de Crimée, des insinuations du même genre arrivèrent de Vienne.

De ce côté-là, tout est possible en tout sens. Il n'est pas besoin de parler des alliés plus sympathiques qui ne sauraient manquer à la France : l'Italie au midi, la Scandinavie au nord. Tout le monde sait que la Suède se fût jetée corps et âme dans la guerre de 1854, si les puissances occidentales se fussent proposé de rétablir la Pologne.

En résumé, trois issues s'offrent à la France :

L'inaction... Devant quels événements et avec quelles suites?

Une demi-solution sans sécurité, sans durée, suspendant tout au plus le choc inévitable;

Un grand effort, un immense résultat, une nouvelle Europe; et, après la tempête, une glorieuse et durable paix.

Un homme aurait pu donner au monde la paix sans passer par la tempête. Alexandre Ier écrivit un jour de sa main le plan d'une Pologne rétablie dans les frontières de la Dwina, de la Bérézina et du Dniéper. Si Alexandre II eût réalisé ce plan...

Mais laissons les rêves, et envisageons d'un œil ferme la réalité.

V

LA POLOGNE PRUSSIENNE

14 mars.

L'opinion publique réclame pour la Pologne, avec toute raison et toute justice, la reconstitution de l'indépendance nationale, et non le rétablissement des traités de 1815, aussi insuffisants qu'impraticables. Ces traités, néanmoins, ont été un fait s'ils ne sont pas un droit, et il est bon de connaître ce fait dans son principe et dans son exécution, ne fût-ce que pour constater que le prétendu droit garanti aux co-partageants de la Pologne par les pactes de Vienne s'il avait eu quelque réalité, serait depuis longtemps périmé par la violation permanente de ces pactes.

Lord Palmerston prétendait, il y a quelques jours, établir une différence entre la Prusse et la Russie quant à l'inexé-

cution des traités de 1815[1]. Nous allons voir ce qu'il en faut penser.

L'article 1er de l'acte général du congrès de Vienne s'exprime ainsi :

« Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Au-
« triche et de la Prusse, obtiendront une représentation et
« des institutions nationales, » etc.

L'article 3 du traité particulier entre la Prusse et la Russie, annexé à l'acte général, répète que « les Polonais,
« sujets respectifs des hautes parties contractantes, obtien-
« dront des institutions qui assurent la conservation de leur
« nationalité. »

L'article 2 de l'acte général du congrès qualifie ainsi la Posnanie :

« La partie du duché de Varsovie que Sa Majesté le roi
« de Prusse possédera.... sous le titre de grand-duché de
« Posen. »

En conséquence des traités de Vienne, Frédéric-Guillaume III prit donc le titre de grand-duc de Posen. Dans sa proclamation aux habitants, il déclara que le grand-duché était une *province séparée*. Il annonça aux Polonais que leurs droits et leurs propriétés passaient sous la tutelle de lois qu'à l'avenir *ils feraient eux-mêmes;* que leur langue serait employée dans toutes les affaires publiques; qu'ils rempliraient tous les emplois du grand-duché; que le lieutenant du roi et le président de la province seraient Polonais.

Le serment imposé aux fonctionnaires du grand-duché était celui-ci :

[1] Il est inconcevable que lord Palmerston soit encore revenu sur ce thème dans son dernier discours à la Chambre des lords. Où sont donc aujourd'hui les *institutions nationales* et *la représentation nationale* dont parlait ce ministre? Où donc est aujourd'hui *le grand-duché de Posen*, simple province prussienne comme toutes les autres?

« Je reconnais Sa Majesté le roi de Prusse comme l'unique « souverain légitime de ce pays, et la partie de la Pologne « qui, par suite du traité de Vienne, est échue à la maison « royale de Prusse, comme ma patrie... »

Ainsi, le fonctionnaire posnanien ne reconnaît de prince que le grand-duc de Posen, et de patrie que la province polonaise et non la Prusse.

En 1841, Frédéric-Guillaume IV s'exprimait encore dans les termes suivants :

« D'accord avec les stipulations du traité de Vienne, nous « nous engageons à respecter chez les Polonais l'amour que « toute noble nation a pour sa langue, son passé historique « et ses usages. »

Lorsque Frédéric-Guillaume IV parlait de la sorte, c'était déjà depuis dix ans un mensonge. Le gouvernement prussien avait gardé quelque réserve à l'égard des Polonais jusqu'en 1831 ; mais, depuis la malheureuse issue de l'insurrection de la Pologne russe, il marcha de plus en plus hardiment à son but, à la destruction de la nationalité polonaise, qu'il avait juré de maintenir. Il n'y eut plus de vice-roi polonais, mais un simple gouverneur comme dans les provinces prussiennes. Ce gouverneur, M. de Flotwell, se fit un plan d'une habileté vraiment infernale, qu'on a tout entier écrit de sa main. Il se proposa « d'étouffer insensiblement, et autant que possible, les mœurs, les inclinations et les tendances des habitants polonais qui s'opposent à la fusion intime de la province de Posen avec la monarchie prussienne, et d'introduire à leur place l'élément allemand, de le développer de plus en plus, tant par des avantages matériels que par des avantages moraux, afin qu'il pût arriver finalement à dominer l'élément contraire et à anéantir complétement l'esprit polonais, tant dans l'éducation que dans l'esprit des habitants. »

« .... Il est inutile et dangereux de faire, en quoi que ce « soit, des concessions aux Polonais... Il faut audacieuse- « ment poser ce principe que la province doit être ouverte à « deux battants à l'élément allemand. »

Conformément au plan de M. de Flotwell, un édit du 3 février 1833 ôta aux propriétaires posnaniens l'élection des conseillers de district pour les faire nommer par le gouvernement; puis un autre édit du 10 décembre 1836 cassa les maires polonais des communes et les remplaça par des commissaires de district également choisis par le gouvernement. « Par ce moyen, » écrit M. de Flotwell, « on a enlevé le pre- « mier degré du pouvoir administratif aux indigènes et on « l'a remis aux mains d'employés gouvernementaux et alle- « mands. »

Toutes les autres fonctions furent envahies successivement, et la bureaucratie allemande tomba sur le pays comme une invasion de sauterelles. On crie, non sans motifs, contre la bureaucratie française; mais l'innombrable et famélique armée enfantée en Prusse par ce qu'on peut nommer le baccalauréat bureaucratique est certes bien autre chose! Administration, magistrature, police, chemins de fer, navigation, industrie et commerce même, autant que l'action du gouvernement peut s'y étendre, tout fut occupé par des gens qui ne parlaient ni n'entendaient la langue du pays. La langue nationale fut exclue des actes officiels, de la correspondance administrative et des tribunaux. Elle a fini par l'être à peu près complétement de l'enseignement. Les cours durent être faits en allemand dans les lycées, en allemand dans les écoles d'ouvriers (règlements de 1856 et 1858). Il fut interdit d'enseigner l'histoire de Pologne dans les écoles publiques et privées. Rien ne fut négligé pour replonger les classes laborieuses de la population indigène dans l'ignorance et dans la misère.

Presque tout cela s'effectua sournoisement, hypocritement, en fait et non à coups de décrets! Les décrets, trop multipliés, eussent pu faire du bruit en Europe; il fallait se ménager la faculté d'atténuer, de ruser, de nier au besoin.

Tout fut tenté pour dénationaliser les hommes;

Tout échoua.

Tout fut tenté pour dénationaliser la terre, malheureusement avec plus de succès.

Des amendes énormes frappèrent toutes les familles posnaniennes dont un membre quelconque avait été combattre contre les Russes dans le royaume de Pologne en 1831. Ces amendes, exigées immédiatement par le fisc, aboutirent à de nombreuses expropriations, ou, pour parler net, à des confiscations. Les propriétés confisquées furent exclusivement affermées ou vendues à vil prix à des Allemands. La *haute politique* du gouvernement prussien était au-dessus des petits intérêts de fiscalité. Ne pouvant user de moyens aussi grandioses que son modèle Nicolas, et n'ayant point de Sibérie ni de Caucase à sa disposition pour y déporter les familles indigènes, il se contentait de les ruiner.

Ce qui avait commencé par les confiscations fut continué sous une autre forme; le gouvernement consacra des fonds considérables : 1° à prêter de l'argent à un intérêt très-bas, ou même sans intérêt, aux Allemands qui voulaient acheter des propriétés polonaises; 2° à leur donner des primes pour leur faciliter les surenchères dans les expropriations; 3° à acheter des terres polonaises pour le compte de l'État, afin de les revendre, même à perte, à des Allemands.

Il restait cependant aux propriétaires polonais un moyen de défense. La principale cause des embarras de la propriété était dans la loi d'indivision qui régit les terres nobles, loi qui grève ces terres de dettes inévitables, celui des héritiers qui garde le domaine entier, à l'ouverture d'une succession,

étant obligé d'emprunter pour solder en argent la part de ses cohéritiers. Ces dettes eussent amené très-fréquemment les expropriations dont profitait le gouvernement prussien, si les propriétaires n'eussent été protégés par la fameuse société du crédit foncier de Posen, qui fit longtemps l'admiration des économistes. Les propriétaires associés par un ingénieux système de garantie solidaire, de lettres de gage hypothéquées sur l'ensemble des biens-fonds de l'association et de remboursements par annuités, supprimaient l'exigibilité des dettes et par conséquent l'expropriation.

Cette association modèle, qu'enviaient aux Polonais les pays les plus avancés en économie politique, et dont le crédit et la prospérité dépassaient tout ce qui existait d'analogue dans le royaume de Prusse, le gouvernement eut l'impudeur de la détruire, pour lui substituer une nouvelle machine de guerre contre les Polonais, c'est-à-dire une société administrée de manière, non plus à éviter, mais à faciliter les expropriations.

Le gouvernement prussien espère ainsi arriver, dans un temps donné, à déposséder le dernier propriétaire polonais, et à transformer les possesseurs légitimes du pays en parias sur leur propre sol natal.

La persécution atteint partout l'élément polonais, dans la vie religieuse comme dans la vie civile et politique, à l'église comme au théâtre, où l'on ne peut pas jouer de drames en polonais, comme sur les routes, où l'on ne peut demander en polonais, à des conducteurs et à des cochers allemands, son billet ou sa place. En matière religieuse, le fanatisme n'est assurément pour rien dans les continuelles vexations infligées aux catholiques de Posen.

Les grands événements de 1848, le soulèvement victorieux de Berlin contre le despotisme royal, l'attitude sympathique à la Pologne que montra la révolution allemande à son dé-

but, semblèrent un moment promettre que le perfide système du gouvernement prussien allait disparaître avec ses auteurs; mais bientôt l'esprit de conquête et l'orgueil de race reprirent le dessus en Allemagne; l'armée prussienne étouffa par la force l'ardent réveil de la Posnanie; le roi de Prusse réunit le grand-duché, non pas seulement à son royaume, mais à la confédération germanique, et l'assemblée révolutionnaire de Francfort n'eut pas honte de sanctionner cette violation du droit des peuples. Le masque est jeté; le roi grand-duc signifie aux députés polonais que Posen n'est qu'une province prussienne comme une autre; c'est-à-dire qu'il n'y a plus de grand-duché, ni de nationalité polonaise, ni de traités de Vienne.

Tout cela ne suffisait point encore; la *germanisation* de Posen allait trop lentement; car on comprend bien que nous n'avons point à nous fier aux statistiques qui donnent le compte des habitants allemands de la province; les statistiques mentent comme tout le reste; ce sont des bureaucrates prussiens qui les font. Il fallait un moyen plus prompt d'en finir, un prétexte à l'entier écrasement de la Posnanie. De 1858 à 1859, le bruit d'une vaste conjuration polonaise se répandit en Allemagne et partout; un mystérieux comité directeur siégeait, disait-on, à Posen, correspondant avec le comité de Londres pour bouleverser l'Europe; on sentait partout l'influence de meneurs redoutables; les nouvelles les plus alarmantes circulaient incessamment. La police cependant s'obstinait à ne rien découvrir. Les notables polonais de Posen y suppléèrent. Un des députés de la province, M. Niegolewski[1], se procura et apporta devant les chambres prussiennes la correspondance du comité révolutionnaire, qui provoquait avec véhémence un mouvement socialiste et s'ef-

[1] Mort récemment en combattant pour la Pologne.

forçait de soulever les paysans polonais, d'abord contre les nobles et les prêtres, comme modérés et réactionnaires, avant de s'en prendre au gouvernement.

Cette correspondance était signée de cinq habitants de Posen; mais les signatures étaient fausses, et M. Niegolewski était parvenu à découvrir le nom du véritable président du comité secret; c'était M. de Barensprung, directeur général de la police de Posen!... Les provocations à la *Gallicienne*, les appels à l'extermination des propriétaires, étaient écrits par le secrétaire du chef de la police prussienne[1] !

Il faut l'avouer, le marquis Wielopolski était dépassé d'avance!

C'était en 1860 : Cavour et Garibaldi, Rome et Naples, absorbaient l'attention passionnée de la France ; les révélations de M. Niegolewski eurent un trop violent éclat dans la chambre des députés de Prusse pour que les échos n'en retentissent pas jusqu'à nous; on sut bien qu'une odieuse machination d'agents provocateurs avait été organisée en grand par l'administration prussienne; on en sut assez pour accroître l'antipathie et le dédain qu'inspire ce gouvernement incapable et impuissant dans les affaires générales de l'Europe, contradictoire et déloyal dans ses affaires particulières; mais on n'étudia guère le détail et l'on ignora les suites.

Les suites, que furent-elles? Le gouvernement prussien a-t-il désavoué, châtié, suivant la coutume, les agents assez maladroits pour avoir laissé surprendre les preuves d'un tel excès de zèle?

Le gouvernement prussien, on doit lui rendre cette justice, a eu plus de courage; il s'est approprié le crime en soutenant le criminel.

[1] Voir, pour plus de détails, une brochure publiée en 1861 : *la Prusse et les Traités de Vienne*; Paris, Dentu.

M. de Barensprung est encore aujourd'hui directeur général de la police de Posen; c'est lui qui est chargé, à cette heure, de protéger les *honnêtes gens* de la province contre le *terrorisme* du parti polonais, suivant le style du *Moniteur prussien*. Il coopère, comme pouvoir civil, avec ces chefs militaires qui veillent à la frontière pour désarmer les insurgés et les rejeter nus ensuite aux lances des cosaques.

Ses collègues de la vieille Prusse ne lui cèdent d'ailleurs en rien, eux qui, de Thorn, ont fait remettre aux mains des Russes de jeunes Polonais munis de passe-ports français.

Voilà les spectacles que l'Europe regarde et que l'Europe tolère.

VI

SURSUM CORDA

28 mars.

Un grand malheur a frappé la juste cause : le jeune chef qui, par ses talents et son courage, avait fait accepter sa dictature à une révolution d'abord multiple et anonyme[1], est momentanément perdu pour elle.

[1] Nous n'avons point à discuter ici les circonstances de cet épisode de l'insurrection polonaise ; mais il importe toutefois de dire que la prise de possession de cette dictature avait été une faute, et que le retour à la direction *multiple et anonyme* a été le salut de l'insurrection. Le comité central de Varsovie, dont le patriotisme avait ratifié la dictature pour éviter la discorde, a su depuis

Une impression de douleur et de consternation a saisi au premier moment les amis de la Pologne.

Il y a eu douleur, certes, mais nulle consternation, nul découragement chez les Polonais. Nul ne s'arrête, nul n'hésite devant la mauvaise nouvelle[1]. Ceux du dehors continuent de se diriger en foule vers la patrie; de ceux du dedans, pas un ne pose les armes. La petite armée, quoique mutilée, a glissé, pour ainsi dire, entre les mains ennemies qui l'étreignaient; elle s'est fragmentée en guérillas qui recommencent à éparpiller la guerre.

L'instinct des Polonais ne les trompe pas. Nous étions trompés, nous, par nos habitudes et nos souvenirs; nous nous figurons toujours la guerre régulière, la grande guerre. Le général perdu, c'était pour nous tout de suite une bataille décisive perdue; nous nous reportions à la campagne de 1831, au dernier choc devant Praga : *Consummatum est.*

Rien de pareil. La guerre ne finit pas; on pourrait presque dire qu'elle commence. La dictature ne l'avait pas créée et ne l'emporte point avec elle. La guerre n'était pas seulement où était Langiewicz, mais partout : des portes de Cracovie à celles de Mohilev, de la Warta aux marais de Pinsk, de la Podolie à la Samogitie.

Les habitudes et les idées de centralisation que nous por-

prévenir par sa fermeté toute tentative du même genre, réunir dans son action collective les éléments les plus divers, et faire ce qu'on n'eût obtenu d'aucun chef ni d'aucun nom, en maintenant la guerre dans la seule forme qui pût empêcher l'ennemi d'user de ses ressources si supérieures pour étouffer promptement l'insurrection. Ce gouvernement anonyme sera un des phénomènes les plus extraordinaires de l'histoire.

[1] « Les Polonais disparaissent de tous les pays d'Europe ; où ils étaient dix, ils ne sont plus que deux ; où il y en avait deux, il n'y en a plus. Le jeune homme à la barbe naissante part ; le vieux proscrit de 1831 part, abandonnant une place et un travail qu'il ne retrouvera plus au milieu de la concurrence étroite et nombreuse de l'Occident. Ils vendent leur pauvre patrimoine ; la Pologne se soulève, la Pologne a besoin d'eux, il n'y a pas à réfléchir : il faut partir. »

(*Kolokol* du 10 mars.)

tons en toutes choses nous avaient, Dieu merci ! fait illusion.

La guerre dure et durera.

Mais, quand même les prodiges accomplis dès les premiers jours par une poignée d'hommes sans organisation et presque sans armes ne garantiraient pas de nouveaux prodiges, à mesure que s'accroît le nombre des insurgés et que s'étend le théâtre de l'insurrection; quand même les embarras intérieurs de la Russie ne viendraient pas en aide à la Pologne; quand nul secours n'arriverait du dehors; quand ce drapeau tricolore, que la France voit avec douleur flotter si loin d'elle dans un autre hémisphère, à cette heure où tous nos sentiments, tous nos intérêts, tous nos devoirs nationaux l'invitent à se déployer en Europe; quand ce drapeau resterait, ce qu'à Dieu ne plaise! sur ces plages du nouveau monde d'où la voix de la patrie le rappelle et n'apparaîtrait pas là où elle l'attend; quand l'ours du Nord, blessé, harassé, aurait encore la force de terrasser une fois de plus sa victime; le silence ne se fera plus jamais; la lutte ne cessera plus jamais; et deux victoires décisives, qui n'en font qu'une, ont été gagnées, dont rien désormais ne saurait plus enlever le fruit à l'indestructible cause polonaise.

L'Europe a appris ce qu'est la Pologne! — L'Europe a appris ce qu'est la Russie!

Il y avait naguère, même chez des esprits fort sympathiques à la cause, de l'incertitude sur la vraie Pologne et sur la place qu'elle tient en Europe, grâce aux nuages habilement amassés par une science officieuse aux gages de la politique, et, on doit le dire aussi, grâce à la malheureuse direction de la guerre de 1831, trop enfermée dans le petit royaume de Varsovie par les conseils déplorables d'une impuissante diplomatie. La science russe s'efforçait, par d'adroites équivoques, de montrer dans l'ancienne Pologne une agrégation factice qui s'était dissoute pour ne plus se re-

former. Ces ombres se sont dissipées; nous avons vu partout s'agiter d'un même frémissement les membres épars de l'ancienne, de la vraie Pologne. On ne peut plus demander où elle est! — Ne disputons pas sur telle ou telle ville, sur tel ou tel district! — Elle est partout où s'étend la civilisation polonaise, partout où règne l'esprit polonais[1]. Il n'y a plus aujourd'hui un homme sérieux en France qui s'arrête aux traités de 1815 et prenne pour une solution le rétablissement du petit royaume de Varsovie. On discute sur ce qui doit ou sur ce qui peut se faire, sur ce qui doit se faire aujourd'hui ou sur ce qui doit se faire demain; on ne discute plus entre 1815 et 1772. Il est des hommes qui ont le triste courage de prétendre que l'on ne doit rien faire; il est une opinion publique qui demande que l'on fasse tout; il n'y a plus à tenir compte de ceux qui demandent qu'on ait l'air de faire quelque chose.

La Russie, tout naturellement, ne commence qu'où finit la Pologne. Mais qu'est-ce que la Russie?

D'un côté, nous voyons éclater chez les Polonais tous les signes des plus brillantes races européennes : le génie chevaleresque, l'activité, la spontanéité, la libre expansion, l'entente et l'action commune par l'unité des sentiments, par une sorte d'électricité sympathique et non par le mécanisme de masses impersonnelles; les femmes enflammant le courage des hommes et ajoutant une poésie nouvelle à la poésie de l'héroïsme.

De l'autre part, qu'est-ce qui frappe nos yeux? A Pétersbourg, après Nicolas, dès que, au milieu des fluctuations du nouveau règne et d'une agitation publique soulevée par tant

[1] Ajoutons aujourd'hui : partout où sévissent les exécutions, les déportations, les spoliations; « l'état de siége,—on l'a très-bien dit,— marque les limites de la Pologne. » La Russie rend moralement, à l'heure qu'il est, Kiew et Smolensk même aux Polonais : la reprise de possession se fait par le sol des cachots.

de causes diverses, on a laissé pénétrer en Russie non plus seulement le mécanisme bureaucratique et militaire, mais l'esprit de l'Europe, tout a été confusion et vertige, comme si cet esprit eût apporté avec lui un principe dissolvant et inconciliable avec les conditions de la vie moscovite; le désordre a remplacé l'étouffement qui comprimait tout sous la tyrannie; puis, la tyrannie, renforcée à Varsovie tandis qu'elle s'affaissait à Saint-Pétersbourg, ayant enfanté la guerre actuelle, on a vu tout à coup avec stupeur cette guerre prendre un caractère qui fait disparaître toutes les apparences d'une civilisation superficielle pour laisser émerger le vieux fond de la barbarie tel qu'il était aux jours d'Ivan le Terrible.

Nous ne parlons point des cruautés ordonnées de sang-froid par le pouvoir : d'autres gouvernements en Europe n'en ont que trop donné l'exemple; la Vénétie et la Hongrie seraient là pour nous répondre. Nous parlons de la façon dont l'armée russe pratique la guerre depuis qu'elle n'est plus contenue par la vieille discipline du temps d'Alexandre Ier; nous faisons allusion à cet instinct de destruction, à cette passion, pareille à celle de certains animaux féroces, d'anéantir toute vie et tout mouvement, de faire le désert autour de soi, passion qui se réveille, avec le cri de guerre, chez un peuple assez doux à ses sillons et dans ses foyers. Les fureurs de l'armée russe en Pologne nous reportent à d'autres fureurs non moins étranges qui éclatent ou ont éclaté dans l'intérieur même de la Russie; à ces vastes incendies qui ont plus d'une fois embrasé Moscou, et qui dévoraient, il y a quelques mois, les plus riches quartiers de Pétersbourg. En Europe, on manifeste son mécontentement par des *meetings* si l'on a l'habitude de la liberté légale, par des émeutes si on ne les a pas; en Russie, on brûle la ville pour établir qu'on n'est pas satisfait du gouvernement ou de l'état social. On raconte que dernièrement, nous n'affirmons

pas le fait, on aurait semé des poisons à tort et à travers dans Pétersbourg sans qu'il y eût là ni haine ni vengeances personnelles; c'était une *manifestation!*

Quoi qu'il en soit de ce dernier fait, tout le reste n'est que trop certain, et il y a là tous les signes d'une race étrangère à l'Europe, d'une race qui n'est pas la nôtre, et qui a ses traditions chez les *fléaux de Dieu*, chez les compagnons d'Attila, de Gengiz et de Tamerlan.

La Russie, ou, pour l'appeler de son vrai nom, la Moscovie, N'EST PAS UNE PUISSANCE EUROPÉENNE.

N'y a-t-il donc point en Russie un élément européen capable de modifier cette nature tartare?

Les *martyrs russes* et les généreux proscrits de Londres ne sont-ils pas révélés à nous comme des frères?

Cet élément existe, nous le croyons; sans lui, la Russie n'aurait point d'avenir dans le monde; mais cet élément, capable de faire d'elle une puissance intermédiaire entre l'Europe et une moitié de l'Asie, ne suffit pas à lui donner place dans la vraie famille européenne. Toute intervention de la Russie dans les affaires intérieures de l'Europe est malfaisante; l'action de la Russie en Asie, nous ne disons pas dans toute l'Asie, peut être un progrès pour le genre humain.

Le testament de Pierre le Grand est un rêve, comme les rêves de Charles-Quint et de Philippe II.

L'empire de Catherine II, l'*empire de toutes les Russies*, est une création artificielle de la politique. Il n'y a là-dessous de réel que la nation moscovite.

Adieu donc l'illusion d'une alliance franco-russe, d'une [illegible] contre-poids de l'Angleterre en Europe! Le contre-poids de l'Angleterre sur les mers, ce sont les États-Unis, [illegible] l'Amérique purgée de l'esclavage. L'équilibre de l'Eu-

rope, c'est la reconstitution de la Pologne et la constitution de l'Italie.

La tête et le cœur de la vraie race slave, ce n'est pas la Russie, c'est la Pologne, mais une Pologne nouvelle, affranchie de corps et d'esprit, latine, grecque, juive même tout à la fois, et qui unira les croyances dans la liberté, sur le Dniéper comme sur la Vistule, dans la victoire comme naguère dans le martyre à Varsovie.

Voilà le vrai panslavisme!

Nous reviendrons sur la question des *Russies* et de la Moscovie. Tout un monde nouveau pour nous fermente confusément sous nos yeux. Il faut que la lumière achève de se faire pour que l'action sache où se prendre.

Sursùm corda!

VII

URGENCE D'AGIR

14 mai.

L'urgence d'une solution, c'est-à-dire d'une action, c'est-à-dire d'une intervention, s'accroît d'heure en heure.

Elle est manifeste, et pour la politique et pour l'humanité, par ce qui éclate à tous les yeux en Pologne; elle est plus pressante encore peut-être par ce qui se cache encore aujourd'hui sous terre et peut faire explosion demain; le devoir et le pouvoir de la France sont là plus grands que notre peuple lui-même ne le soupçonne.

Toute chance de transaction pacifique, de concessions

acceptables, est absolument perdue, ou plutôt n'a jamais existé, comme le prévoyait quiconque avait connaissance du fond des choses, et comme doivent le savoir les hommes d'État anglais, qui s'efforcent d'amortir l'opinion par des espérances dont ils connaissent mieux que personne l'inanité.

La lutte inégale, meurtrière, destructive entre l'insurrection polonaise et les hordes moscovites se prolonge cependant; chaque jour de nouveaux champs de cette région de douleur se ravagent et se peuplent; chaque jour des vies précieuses sont sacrifiées en foule; c'est le *sel de la terre* qui s'épuise, la fleur de l'Europe orientale qui se moissonne! Lutte inégale, non pas seulement par les armes, par l'organisation, par les ressources matérielles, mais parce que là, en dépit de l'égalité théorique des hommes, l'inégalité de fait entre la valeur des pertes respectives, entre la qualité des hommes qui périssent, est incalculable. D'un côté, le soldat qui meurt est un chiffre qui se remplace par un autre chiffre pris au hasard dans une masse confuse de créatures humaines au plus bas degré de développement et presque à l'état brut; de l'autre côté, c'est l'élite morale et intellectuelle d'une population admirable, des hommes dans le sens le plus élevé, le plus complet du mot; chacun de ces jeunes héros qui tombe laisse un vide que bien des années ne rempliront pas.

Cela seul suffirait certes bien à appeler une prompte intervention, puisque l'intervention est inévitable, à moins que la France ne se résigne à rétrograder de la guerre d'Italie et de la guerre d'Orient jusqu'aux jours de 1840 et de 1831.

Mais il y a d'autres raisons moins apparentes et, s'il est possible, plus décisives encore.

Depuis plusieurs mois, l'administration russe travaille à préparer une immense *Gallicie*, c'est-à-dire à étouffer la

guerre nationale de Pologne sous une guerre sociale, en exploitant l'ukase sur l'affranchissement des paysans, en empêchant par la violence les propriétaires de transiger directement avec les classes agricoles[1], et en réveillant, par tous les moyens, chez celles-ci, les vieux ressentiments d'une oppression séculaire contre la noblesse et les vieilles querelles religieuses du rite grec et du rite latin. Sauf quelques cas particuliers, cette manœuvre, imitée de l'Autriche de 1846, a radicalement échoué dans le royaume de Pologne, où les paysans, du reste, n'étaient plus serfs depuis nos guerres de l'Empire, ainsi que dans la Lithuanie proprement dite et la Samogitie; mais le travail souterrain continue dans la Russie Blanche et la Petite Russie, contre-minant partout le mouvement polonais ou antimoscovite, qui s'étend moralement, sinon encore par les armes, dans toute la Pologne de 1772, sinon au delà.

Les paysans de ces grandes provinces sont dans un état de fluctuation et d'agitation inouïe. Profondément ignorants et plongés dans des ténèbres de plus en plus épaisses par les prêtres moscovites qu'on leur a imposés, disputés entre les vieilles rancunes de caste contre les seigneurs polonais[2], l'aversion de race et de tendances contre les Moscovites, et la répulsion d'instinct contre les *tchinovniks* (les fonctionnaires russes), ils se défient des avances des propriétaires par ressentiment traditionnel, ou n'osent les accepter et s'unir à eux par peur de la vengeance du tzar, se défient au moins autant des bienfaits du tzar et sentent vaguement que le *tchinovnik*, *employé*, sera un pire maître que le seigneur; la tête de ces malheureux est un chaos. — Une horrible tempête

[1] Tout le monde sait comment un grand nombre de propriétaires lithuaniens ou ruthéniens ont été emmenés prisonniers en Russie pour avoir voulu donner à leurs paysans la *terre et la liberté*.

[2] Polonais de sentiments, de mœurs et de langue, quelle que soit leur origine.

peut sortir de ce chaos; ils peuvent, un jour ou l'autre, dans telle ou telle de ces contrées, se jeter sur les propriétaires dans une vaste jacquerie qui gagnerait sans doute la Moscovie elle-même, sauf à se retourner le lendemain contre les *tchinovniks*. D'effroyables spectacles, des catastrophes lamentables, des contre-coups sinistres, menacent l'Europe, qui se repentira d'avoir été si lente à s'émouvoir.

Ces catastrophes, il dépend de la France de les prévenir[1]. — Au milieu de ces ténèbres, une vague lueur s'agite dans les cerveaux confus de ce peuple, une lueur qui vient d'Occident. Les paysans ruthéniens se défient des nobles polonais; ils résistent d'instinct aux avances du tzar moscovite; ils attendent vaguement quelque chose de lointain et d'inconnu, *la force étrangère*, comme ils disent, étrangère et amie, qui viendra les aider à renvoyer *l'autre étranger*, l'ennemi, le Moscovite, qui mettra l'accord entre le noble et l'ancien serf, et assurera au paysan la *terre et la liberté*.

Cette *force étrangère*, les plus instruits savent son nom; ce sont les *Frangs*, les Français. — Les paysans de l'Ukraine l'attendaient en 1854; ils se levaient alors par bandes énormes, en disant aux propriétaires : « N'ayez pas peur, ce n'est pas contre vous. » — Hélas! ils attendirent en vain; les intrigues autrichiennes détournèrent la *force étrangère*, qui alla en Crimée et non en Ukraine. — En 1863, même attente du nord au midi, de la Dwina au Dniéper.

Si le pavillon tricolore apparaît dans la Baltique ou dans la mer Noire, si l'annonce de la venue des Français se répand, il n'y aura point de jacquerie, mais des mouvements et des événements d'une grandeur et d'une nouveauté inouïes. L'armée française peut sauver, dans le monde slave, la société comme la nationalité; l'armée de la France sera, quels

[1] Elles n'ont point été prévenues! Dans diverses parties de la Russie Blanche et de la Petite Russie, ce que nous prédisions est arrivé.

que soient ses auxiliaires, l'armée de la vraie Europe; car avec elle sera et à sa gloire s'associera tout ce qui en Europe ne peut agir sans la France, mais pourra et voudra agir avec la France. Quant à ceux qui ont la puissance et non pas la volonté, quant à ces politiques d'outre-Manche qui, pour la Pologne comme pour l'Italie, se défendent si soigneusement d'avoir autre chose que des phrases au service du droit, ils seront bien obligés, tout au moins, de laisser faire ceux qui auront su trouver une épée pour le servir, et qu'ils semblent tâcher d'arrêter aujourd'hui par d'inutiles négociations et des atermoiements funestes.

La France ne les a pas attendus pour franchir les Alpes il y a quatre ans, et l'urgence d'agir est aussi grande, plus grande peut-être aujourd'hui qu'en 1859.

VIII

LES PROPOSITIONS AUTRICHIENNES ET LA POLOGNE

8 juin.

La France, en s'occupant d'elle-même, en reportant son activité à l'intérieur, n'a pas perdu de vue le dehors, qui est aussi son affaire, et une affaire que nulle autre ne saurait effacer de sa pensée ni de son cœur. Elle n'a pas cessé de prêter l'oreille aux cris d'angoisse et d'enthousiasme qui lui arrivent de la Vistule, de la Dwina et du Dniéper.

La diplomatie tente en ce moment un effort pour s'interposer entre la Pologne et l'empire russe, entre le bourreau et la victime !

Quelles en sont les conditions, quelle en est la valeur et quelle en peut être l'issue?

L'Angleterre, le 8 mai, a pris l'initiative des propositions suivantes à présenter à la Russie :

1° Conclusion d'un armistice pour un an;

2° Les forteresses de la Pologne resteront occupées par les troupes russes;

3° Institution immédiate d'une administration polonaise;

4° Aucun individu impliqué dans l'insurrection actuelle ne pourra être arrêté ni mis en jugement.

Les propositions communiquées par l'Angleterre à la France et à l'Autriche se sont croisées avec celles de l'Autriche, consistant dans les articles suivants :

1° Amnistie complète et générale;

2° Représentation nationale, dont les attributions n'excéderaient pas celles de la diète provinciale de Gallicie;

3° Autonomie administrative;

4° Liberté pleine et entière des cultes;

5° La langue polonaise déclarée officielle, tant dans l'enseignement que dans l'administration de la Pologne.

La France, s'il en fallait croire *le Mémorial diplomatique*, recueil rédigé dans un esprit tout autrichien, se serait à peu près bornée à fondre ces deux combinaisons, en réunissant aux propositions autrichiennes un peu modifiées l'armistice demandé par l'Angleterre, et en ajoutant que les arrangements relatifs à la Pologne devraient être garantis par l'Europe. Les trois puissances, prétend-on, auraient adressé à l'heure qu'il est ces ouvertures à la Russie.

Dès le commencement de la guerre actuelle, tous les défenseurs de la cause polonaise ont reconnu et déclaré que le rétablissement du régime de 1815 serait absolument insuffisant pour mettre fin à cette lutte désespérée. Depuis, la lutte a grandi dans des proportions inouïes, et cependant

les propositions de l'Autriche ramèneraient la Pologne fort au-dessous du régime de 1815 !

En 1815, le royaume de Pologne avait une assemblée *nationale* et une armée *nationale*. En 1865, la Pologne aurait de simples *États provinciaux*, purement administratifs et non politiques, puisque leurs attributions ne dépasseraient pas celles de la diète de la Pologne autrichienne[1]; pour toute institution militaire, elle aurait un *recrutement régulier et légal*, c'est-à-dire que l'armée russe absorberait désormais la jeunesse polonaise par voie de tirage et de conscription, et non plus par enlèvements arbitraires.

C'est-à-dire que la Pologne serait une province de l'empire, privilégiée de quelques franchises administratives.

L'Europe garantirait aux Polonais les institutions ainsi octroyées, et, à l'empereur de Russie, la Pologne.

La France garantirait au tzar l'obéissance de ses sujets polonais.

C'est pour arriver à ce grand résultat que l'on établirait l'armistice.

L'armistice entre qui?

Entre les insurgés polonais et la Russie?

De quels insurgés polonais et de quelle Pologne parle-t-on?

La Pologne des traités de 1815?

Voici l'article 1er de l'acte du 3 juin 1815 :

« Le duché de Varsovie (depuis royaume de Pologne)... sera lié irrévocablement par sa constitution à l'empire de Russie, pour être possédé par S. M. l'empereur de toutes les Russies, ses héritiers et successeurs à perpétuité. Sa Majesté Impériale se réserve de donner à cet État, jouissant d'une

[1] Il est évident que l'Autriche ne peut pas demander plus à la Russie ni admettre un *petit* royaume de Pologne qui aurait des institutions *politiques nationales* à côté de la Gallicie. S'il s'agissait de la grande Pologne et du remaniement de l'Europe *contre la Russie*, c'est autre chose.

administration distincte, l'*extension intérieure qu'elle jugera convenable*, » etc.

C'est-à-dire que le tzar se réservait de réunir au duché érigé en royaume les anciennes provinces polonaises séparées depuis 1772 et 1795. Alexandre Ier eut la pensée et n'eut pas le courage de cette grande réparation, dont on a le plan écrit de sa main.

Réclamerait-on du moins aujourd'hui d'Alexandre II, dans les conditions si inférieures, si abaissées que nous avons citées, cette réunion des frères aux frères, projetée par Alexandre Ier?

Il ne le paraît pas; car le texte cité par *le Mémorial diplomatique* du 31 mai parle bien exclusivement du royaume : « la langue polonaise serait reconnue comme langue officielle dans le *royaume*, » etc.

Il n'y aurait donc armistice qu'entre les insurgés polonais du royaume et les Russes?

Et les insurgés polonais de Lithuanie et de Ruthénie [1]?

En admettant que les négociations fussent tout le contraire de ce qu'elles sont, — acceptables à un degré quelconque pour les Polonais du *royaume*, on suppose qu'ils mettraient l'arme au pied pendant que leurs frères des anciennes provinces seraient réduits à l'alternative de l'extermination ou de la soumission sans conditions aucunes, puisqu'on ne propose rien pour eux et qu'on ne leur offre rien.

Après avoir supposé l'impossible, que les Polonais du royaume acceptent la condition de province de l'empire russe, supposons, ce qui est plus impossible encore, que les Polonais de Lithuanie et de Ruthénie se soumettent sans

[1] D'après la dépêche de M. Drouyn de l'Huys, du 17 juin, la diplomatie française entendait que l'armistice fût général; mais tous les autres points n'en restaient pas moins limités au *royaume*, et que pouvaient gagner à l'armistice les provinces pour lesquelles on ne demandait rien?

condition, ces derniers, perdus comme peuple, seraient-ils du moins sauvés comme individus, sauvés dans leurs personnes et dans leurs propriétés? Pas le moins du monde.

N'étant couverts par aucune institution, par aucune loi que garantisse l'Europe, ils resteront livrés purement et simplement au régime autocratique.

Or, ce que leur prépare ce régime, tout le monde le sait aujourd'hui.

Tout le monde connaît le plan présenté au gouvernement russe par le conseiller d'État Pogodine pour l'*extirpation de l'élément polonais* dans la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine; — de *l'élément polonais*, c'est-à-dire des propriétaires et des lettrés qui parlent polonais, quelle que soit leur origine, tandis que la plupart des paysans parlent soit les dialectes ruthéniens (russien blanc ou petit-russien), soit la langue lithuanienne. Le but est de détruire dans ces contrées la société, la civilisation polonaise, et de *moscovitiser* les paysans ruthéniens ou russiens, que l'on s'efforce de faire passer, par un grand mensonge historique, pour les frères des Grands-Russes ou Moscovites, peuple d'un tout autre caractère et d'une tout autre origine. Les principaux moyens proposés pour atteindre ce but sont : 1° de forcer les propriétaires à émettre des obligations dont la baisse prévue et calculée les ruinera; 2° de faire vendre immédiatement à l'enchère, et inévitablement à vil prix, toutes les propriétés grevées d'hypothèques ou engagées dans les sociétés de crédit de l'empire russe, de façon à les faire acquérir par des Russes et par des fonctionnaires; 3° de déporter immédiatement dans le fond de la Russie (c'est-à-dire en Sibérie) les personnes *soupçonnées* d'avoir des tendances à la révolte, avec vente de leurs biens aux enchères publiques, ou confiscation, suivant le degré de leur culpabilité; 4° d'introduire dans ces provinces des colonies de petite noblesse et de bour-

geoisie russes; 5° de faire donner l'enseignement public exclusivement en langue russe par des professeurs russes, etc.

Ce plan n'est pas nouveau. C'est, avec la Sibérie en plus, le même qui a été poursuivi si perfidement et si obstinément contre les Polonais de Posnanie par le gouvernement prussien, et que nous avons exposé dans *le Siècle* du 14 mars dernier. Il est hors de doute que, si les provinces lithuaniennes et ruthéniennes restent en la puissance du tzar, ce plan sera exécuté, et la société polonaise, c'est-à-dire occidentale, arrachée sans retour de ces contrées autant qu'il dépendra des Moscovites.

La France garantirait donc directement l'obéissance du royaume de Pologne, et indirectement, en quelque sorte, l'exécution du plan Pogodine dans les provinces.

De telles choses ne se discutent pas. Ce serait faire injure au gouvernement français que d'insister davantage. Les Polonais mourront jusqu'au dernier, ils l'ont assez dit et ils le prouvent assez chaque jour, plutôt que d'accepter rien de pareil aux propositions autrichiennes. Sur la question de l'indépendance nationale, il n'y a plus de partis parmi eux, plus d'aristocrates ni de démocrates, il n'y a que des patriotes. Nous l'affirmons parce que nous le savons, et qu'il n'est plus permis de l'ignorer aujourd'hui.

Ils refuseront. — Que fera-t-on sur ce refus?

Retirera-t-on la main de l'Europe, — la main de la France?

La France se retirant de la question polonaise, c'est la France effaçant de sa main Sébastopol et Solferino. Ce n'est pas seulement retourner à 1831; c'est bien pis! — Il est bien pis de redescendre que de ne pas monter!

Cela ne se peut pas.

On l'a dit ici dès le premier jour : — Pas d'illusions! il n'y a pas de transaction possible! — Les négociations avec la Russie ne servent qu'à consumer un temps irréparable et

qu'à laisser s'épuiser en détail les flots d'un sang précieux, qui, versé dans d'autres conditions, déciderait notre commune victoire!

La lutte est inévitable. Ce qu'il faudrait faire pour l'éviter, il n'est pas permis de l'admettre!

Nous aurons, dès le premier jour, des alliés au nord et au midi. Le ferme et fier langage que viennent de tenir à Turin et la couronne et le parlement attestent que, là aussi, on est plus prêt que bien des gens ici n'aiment à le croire. D'autres, les *grands* alliés, comme on dit, viendront le second jour si bon leur semble.

Un journal anglais, le *Daily News*, disait hier que les *élections de Paris, c'était la paix.* — Il faut bien s'entendre. *La paix au Mexique*, — nous l'espérons; *la paix en Pologne*, c'est autre chose!

De ce côté, les journaux allemands ont vu plus clair.

IX

EXÉCUTION DU PLAN POGODINE — MOURAWIEW LE PENDEUR

24 juin.

Depuis quelque temps, les agents du pouvoir moscovite épouvantent l'Europe par une recrudescence inouïe d'atrocités, par une série incessante d'actes monstrueux, qui sont une réponse péremptoire aux ménagements et aux interminables procédures de la diplomatie.

L'horreur publique est légitime, l'étonnement ne le serait point; il n'y a là rien d'imprévu; tout ceci était annoncé, dès le mois dernier, par les correspondances du royaume de Pologne et de la Lithuanie.

Nous avons annoncé récemment dans *le Siècle* le plan proposé au gouvernement russe par le conseiller d'État Pogodine pour l'*extirpation* de l'élément polonais, c'est-dire de la civilisation occidentale, dans la Lithuanie et la Ruthénie. Ce que nous voyons n'est que l'exécution de ce plan perfectionné en passant du régime civil au militaire. M. Pogodine, professeur, historien, homme de plume et de cabinet, enveloppait sa conception, toute nette et radicale qu'elle fût, des formes un peu lentes de la méthode administrative; on l'a simplifiée en la remettant à des mains plus fermes et plus expéditives que celles des *tchinovniks* (employés), aux mains de généraux dignes d'un autre titre. Quand le temps presse, on n'est pas si scrupuleux sur les formes; l'essentiel est d'aller au fait.

M. Pogodine voulait donc supprimer les lettrés polonais par la suppression de tout enseignement polonais ; supprimer les propriétaires par l'expropriation, par les ventes à l'enchère, par l'emprunt forcé sous forme d'assignats, bref, par des procédés de procureur-autocrate et de bureaucratie banqueroutière ; ceci pour le gros de la race condamnée ; quant aux gens spécialement suspects, aux hommes *dangereux*, sa modération ne demandait pour eux que la transportation dans *l'intérieur de la Russie*, euphémisme qui, dans le langage administratif de là-bas, veut dire communément la Sibérie.

Tout cela supposait du temps et des loisirs. On a dû serrer les crans de la machine pour faire vite et tout faire monter d'un degré.

La transportation dans l'intérieur de l'empire est donc appliquée, non plus aux suspects, mais aux employés catholiques, c'est-à-dire polonais ou lithuaniens, que l'on remplace par des Moscovites.

Les fonctionnaires électifs de l'ordre de la noblesse qui se sont démis de leurs charges pour ne plus communiquer

avec le gouvernement, ont eu ordre de retirer leurs démissions sous peine de haute trahison. Quant aux propriétaires et aux bourgeois, on les somme de signer des adresses de fidélité au tzar, dans lesquelles ils doivent manifester leur désir de voir la Lithuanie ou la Ruthénie à jamais incorporée à la Russie. Tout refus est considéré comme crime de haute trahison, et le coupable est arrêté et traduit devant le conseil de guerre.

Ceux qui se soumettent peuvent échapper à la captivité et au gibet, mais ils n'échapperont pas à l'expropriation après la révolte étouffée, s'ils échappent pendant la révolte aux partis de Cosaques et aux couteaux des bandes organisées dans les campagnes, et auxquelles on les renvoie en les expulsant des villes.

En effet, les forces régulières n'étant pas suffisantes pour dompter les *factieux*, on fait appel aux forces irrégulières des populations *fidèles*, c'est-à-dire qu'on invite les pauvres à *extirper* les riches, en les leurrant de l'espoir de recevoir de la munificence impériale la totalité des domaines dont le gouvernement révolutionnaire offre seulement aux paysans une partie[1] avec promesse d'indemnité aux propriétaires.

Enfin la *fidélité* des populations rurales, *égarée* dans le royaume et en Lithuanie, n'étant pas suffisamment assurée ailleurs, et ces populations, même en Ruthénie, inclinant en très-grande partie à la rébellion, on mande du fond de l'Asie les hordes des Baschkirs, des Kirghiz et des Kalmoucks pour achever l'œuvre cet automne ou cet hiver.

Voilà ce qui est aujourd'hui en pleine exécution. Nous écrivions dernièrement ici que le tzarisme était toujours le tzarisme, Alexandre ou Nicolas, peu importe. Le doux Alexandre n'emploie pas seulement les procédés du farouche

[1] La pa

Nicolas, il les dépasse, parce que la situation de 1863 dépasse celle de 1831. Tous les sanguinaires agents de Nicolas sont de nouveau déchaînés avec une liberté d'action plus complète.

Êtres étranges dont nous avons peine à nous rendre compte, parce qu'ils n'appartiennent en rien à notre société d'Occident, et que le mal se présente chez eux sous de tout autres formes !

Nous n'entendons rien à ces natures de Tatars disciplinées par une éducation byzantine ; il y a là, au fond, sous les manières doucereuses empruntées aux vieilles cours d'Europe, le goût de la destruction pour la destruction, la fièvre du sang, associée à une astuce féline et à une servilité sans fond ni rive. Cette servilité a changé de caractère ; c'était autrefois une adoration fanatique du maître, une dévotion fétichiste pour ce dieu terrestre ; aujourd'hui, le fanatisme a disparu, remplacé par la corruption et l'hypocrisie ; mais la cruauté est restée.

Catherine II avait encore Souwarow, un vrai et sincère lieutenant d'Attila ; Alexandre II n'a plus que Mourawiew le *pendeur*.

Mourawiew, entouré de ses dignes émules, Dlotowski, le commandant de Witepsk, celui qui a fait fusiller le comte Plater, et qui harangue en toute occasion les paysans pour les persuader de se débarrasser des propriétaires afin d'inaugurer « le règne de Dieu et le vrai bonheur ; »

Zabolotski, le commandant de Minsk, qu'on appelle le « duc du Faubourg de Cracovie, » à cause de ses exploits contre les femmes et les enfants dans ce faubourg varsovien, le 27 février 1861, et qui, pour obéir à l'ordre de son supérieur Mourawiew de *purger le pays de Polonais*, a débuté par mettre à prix la tête des rebelles dans ses gouvernement ;

Trepow, le fameux colonel de gendarmerie de 1861 à Varsovie, congédié alors, comme Zabolotski, pour les excès un peu trop sanglants de son zèle, aujourd'hui nommé général et chargé d'organiser les milices de paysans dans l'Ukraine et la Volhynie ; on sait ce que cela veut dire ;

Toll, le général de la guerre sans quartier, qui ne permet pas à ses soldats de s'embarrasser de prisonniers, et que des témoins oculaires accusent d'avoir fait brûler vifs des blessés.

L'énumération serait trop longue; Mourawiew résume tout.

Quelqu'un lui demandait, il y a bien des années de cela, s'il était parent de ce Mourawiew qui mourut sur l'échafaud avec l'héroïque Pestel, après l'insurrection de 1825, à Pétersbourg : « Non, répondit-il; je ne suis pas des Mourawiew « qu'on pend; je suis des Mourawiew qui pendent ! »

Le surnom lui est resté et il a tenu parole; il a été, en 1831 et depuis, le plus cruel, le plus odieux des généraux de Nicolas. Tenu à l'écart, comme les principaux instruments du règne passé, dans les premières années d'Alexandre II, il reparaît maintenant : on sait avec quel horrible éclat. Nous n'avons pas besoin de redire les récits que nous apportent les journaux de chaque matin et de chaque soir, les proscriptions, les incendies, les supplices, les exécutions de prêtres, les outrages aux femmes.

Cet homme va être, dit-on, nommé gouverneur général du royaume.

Ce serait logique. Le grand-duc Constantin en a fait ou laissé faire assez pour avoir sa grande part de responsabilité devant l'Europe et devant l'histoire; mais il n'est pas le dernier mot de la crise, la personnification du système [1].

[1] On a jugé à Pétersbourg que la Lithuanie suffisait à occuper Mourawiew, mais le *royaume* n'y a rien gagné ; le général Berg, à Varsovie, est l'admirateur et l'émule du dictateur de Vilna.

On attend la réponse de la Russie aux propositions de la diplomatie.

Qu'importe ce qu'ils diront ; voilà ce qu'ils font et ce qu'ils feront !

Contre de tels adversaires, il n'y a d'arguments que le canon.

CONCLUSION

La Russie a répondu :

Il faut lui rendre cette justice, elle s'est abtenue de la doucereuse astuce et des promesses mensongères que la plupart attendaient d'elle : elle n'a plus laissé de prétexte aux funestes ménagements ni aux délais meurtriers; rejet pur et simple de la seule proposition qui donnât quelque apparence aux autres, de l'armistice; récriminations insultantes contre la France, foyer de la Révolution, qu'on l'invite à éteindre chez elle au lieu de se mêler de la protéger chez les autres; nettes ouvertures aux deux anciens complices, aux deux copartageants de la Pologne, pour arranger entre eux trois les affaires polonaises, en d'autres termes pour renouveler la Sainte-Alliance; on ne pouvait rien souhaiter de plus clair.

Le gant est jeté à la France : Dieu veuille qu'il soit relevé à temps pour sauver et non pas seulement pour venger le peuple martyr!

Tandis que les négociations consumaient un temps irréparable pour aboutir à un inévitable avortement, tout ce que nous avions prévu, tout ce qui était si facile à prévoir, tout ce que nous annoncions dans ces appels arrachés de notre conscience par chaque incident nouveau du grand drame, s'est réalisé pour la malheureuse Pologne dans des proportions toujours plus effrayantes et dans des conditions toujours plus odieuses que nous ne l'avions pressenti. Cette immense série de misères et de forfaits s'est déroulée dans un ordre invariable, en s'accélérant et s'élargissant d'heure en heure. Jamais peut-être la logique du mal ne s'est manifestée dans l'histoire aussi inflexible et aussi prompte. L'abomination des moyens, l'infamie des agents, ont enchéri chaque jour sur la veille.

Tous les degrés ont été rapidement descendus pour atteindre ce fond de l'abîme au delà duquel l'esprit infernal lui-même ne saurait plus rien concevoir : la Russie est arrivée en six mois, de Wielopolski, cette espèce d'ange déchu, à la bête féroce qui dévore aujourd'hui la Lithuanie[1]. Ce tzar, que l'Europe avait salué à son avénement comme le réparateur de la tyrannie de son père et le destructeur du servage, cet Alexandre II, qui témoignait des sentiments d'humanité, sincères alors, sans doute, et qui, l'hiver dernier encore, résistait, nous dit-on, au recrutement Wielopolski, Alexandre II en est venu maintenant à rejeter Wielopolski comme un instrument trop au-dessous des circonstances, à

[1] Le bourreau de Vilna a véritablement reculé les bornes de la perversité humaine. Depuis l'histoire des filles de Séjan, nous ne savons s'il est rien de comparable à celle de cet homme, si l'on peut lui donner le nom d'homme, qui, pour déshonorer le deuil de la patrie porté par les dames de Vilna, décrète que les filles publiques porteront seules des vêtements noirs ; puis, les dames polonaises s'obstinant à ne pas quitter le deuil, les fait arrêter en grand nombre et inscrire sur le registre des femmes de mauvaise vie. Ce n'est plus là l'ancienne barbarie ; c'est le Tartare puisant ses inspirations au sein des classes perdues qui se cachent dans les égouts de la civilisation.

dépasser le plan de ce Pogodine qui eût mérité d'être le conseiller d'Ivan le Cruel, et à prendre ou à subir la responsabilité du régime personnifié dans les Mourawiew et les Dlotowski, régime qui n'est autre que le meurtre, l'incendie, le vol à main armée, l'outrage à la pudeur et la destruction de la famille et de la propriété, étendus sur des provinces entières, régime tel que serait le règne de ce qu'on peut nommer la *Contre-Société*, si les échappés des repaires du crime commandaient sur les ruines de la société détruite.

Quelle puissance impersonnelle et forcenée a donc entraîné le tzar, solidaire, puisqu'il autorise, mais non pas l'initiateur ni l'auteur principal de ce débordement sans nom? Qu'est-ce que cette Russie qui nous apparaît de loin comme un agent de civilisation, au moins relative, dans le fond de la haute Asie, et qui, près de nous, ne s'introduit et ne se maintient au foyer de la famille européenne qu'à l'instar d'un malfaiteur nocturne, le poignard et la torche à la main?

Nous essaierons bientôt de le dire, de scruter ses origines et son génie.

Un effort médiocre eût suffi pour l'arrêter, pour la refouler aujourd'hui. Si la génération actuelle laisse accabler la Pologne et se développer la Russie en Europe, Dieu sait quels gigantesques efforts, quelles terribles nécessités nous léguerons aux générations qui vont nous suivre, et quelle responsabilité nos enfants auront droit d'infliger à notre nom!

FIN

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

152

PARIS. — IMPRIMERIE SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

DK
436
.7
M35

Martin, Henri
Pologne et Moscovie

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY